

DELIBERATION N° 2017-04

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 24 JANVIER 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711.1 et suivants,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement,
Vu l'arrêté du 23 décembre 2015 fixant les listes de fonctions des établissements d'enseignement supérieur du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche prévues aux articles R. 2124-65 et R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques pouvant ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte
Vu l'arrêté n°94-2016 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du conseil d'administration, en date du 04 avril 2016,
Vu l'arrêté n°51-2016 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du conseil d'administration, en date du 20 avril 2016,
Vu les Statuts de l'UNS,
Vu le Règlement intérieur de l'UNS,
Vu le rapport de la Commission des logements du 14 décembre 2016
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu les exposés de M. Emmanuel TRIC Vice-Président du Conseil d'Administration et de Monsieur Christophe WANNER, Directeur Général des Services de l'UNS,

Décide l'attribution d'une NAS à Saint Jean d'Angély telle que mentionnée dans le présent tableau :

Campus	Bâtiment	Étage	Nombre de pièces	Superficie Loi Carrez (en m²)	NAS	COP 50%	COP 85%	Loyer applicable	Occupant
SJA	SJA1, Enseignement Général	1er	1	31,69	T			0 €	Nathalie PAWLINCKI

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 26

Fait à Nice, le

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-04

TRANSMISE AU RECTEUR :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation,
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Emmanuel TRIC